

# Contorsions

Tribune – Edito - Patrick A. - 09/10/09

À coup sûr, l'idée que Andry Rajoelina ne se présente pas aux élections présidentielles est une très bonne idée qu'il faut pousser en avant. Même si cela n'a pas été le thème principal de ses éditoriaux, Madagascar-Tribune.com a depuis longtemps plaidé en ce sens. Cette idée s'est imposée à nous d'autant plus facilement que c'est Andry Rajoelina lui-même qui avait évoqué sur la place du 13-Mai qu'il n'était intéressé qu'à faire réussir la transition vers la IV<sup>ème</sup> République et qu'il ne se présenterait donc pas aux élections présidentielles.

Et depuis le mois de mars, nous nous désolions que ce point était désormais systématiquement esquivé par Andry Rajoelina ; en juin, nous proposons que l'on remette le sujet sur le tapis ; en août, nous nous félicitons que les choses allaient plutôt dans ce sens et pensions que la réussite de la première rencontre de Maputo était en partie due à cette possible évolution.

## Le mythe de la découverte

Pourquoi les représentants officiels de Marc Ravalomanana n'ont-ils pas évoqué, du moins publiquement, cette question auparavant ? Est-ce parce que certains de ceux qui ont poussé Andry Rajoelina à réaffirmer cette promesse de ne pas se présenter étaient soupçonnés d'avoir des sympathies pour ce dernier (la diplomatie française, la hiérarchie de l'église catholique, le SEFAFI) ?

En tout cas, le réveil de la mouvance Ravalomanana sur ce point paraît aujourd'hui bien tardif. Car on sait que l'équipe internationale de médiation avait plaidé dès le départ des négociations pour qu'aucun des quatre chefs de mouvance ne puisse se présenter aux élections présidentielles, et que ce point a fait l'objet de longues discussions au Carlton. Et dès le mois de mai, il était acté que les négociateurs malgaches avaient, en permettant à tous les chefs de mouvance de se présenter, retenu à l'unanimité une solution diamétralement opposée à celle mise en avant par l'équipe de médiation.

## Le mythe de la neutralité

Il n'était dans ces conditions nullement indifférent que la Charte de la Transition précise explicitement que, contrairement au Premier Ministre et aux membres du gouvernement, le Président de la Transition puisse se présenter aux élections présidentielles.

Et à lui seul, ce point devrait être une réponse suffisante à ceux qui aujourd'hui plaident que le Président de la Transition doit être une personne « neutre ». Comment une personne « neutre » pourrait-elle le rester en étant tentée de se présenter à une élection ?

Fetison Andrianirina est assurément en mesure de télécharger sur ce site ou ailleurs le texte complet des accords de Maputo pour y faire une recherche textuelle. Il se rendra aisément compte que les rédacteurs ont la même prudence vis-à-vis du mot « neutre » que l'auteur des présentes lignes : si les accords souhaitent que la Transition soit neutre, aucune personne individuellement n'y est définie comme telle.

Seul le Premier Ministre est explicitement désigné comme devant faire l'objet d'une désignation par consensus. Mais même en étant né de la dernière pluie, on pouvait se douter à l'issue de Maputo II que si les trois postes de vice-Premiers Ministres étaient accordés aux trois mouvances Ravalomanana, Zafy et Rajoelina, ce Premier Ministre serait plutôt proche de la mouvance Ratsiraka... Et puisqu'on voyait mal la mouvance Rajoelina se contenter pour tout trophée exécutif du **quatrième rang** dans le protocole gouvernemental, nous nous trouvons aujourd'hui contraints de prescrire un peu de repos aux commentateurs qui n'ont découvert que ces derniers temps que la présidence de la Transition était promise à cette tendance politique.

C'est bien beau de dire que le dernier communiqué du GIC est mal rédigé, mais si de « fortes objections » devaient s'exprimer, on se serait attendu à les entendre dès la diffusion au lendemain de Maputo 2 de ce communiqué de l'équipe conjointe de médiation. Personne, au sein de la mouvance Ravalomanana, n'aurait donc eu la présence d'esprit de dire que la répartition des postes de Vice-Premiers Ministres ne pouvait être dissociée de celle des trois autres chefs de l'exécutif, et qu'il ne fallait pas prendre pour argent comptant la répartition annoncée par les médiateurs mais attendre un accord global et officiel ?

### Le mythe du premier putschiste

C'est lorsque la mouvance Ravalomanana justifie sa prévention contre l'attribution à la mouvance Rajoelina de la présidence de la Transition par son souci de ne pas créer un dangereux précédent pour l'avenir de Madagascar qu'on a vraiment l'impression que c'est l'hôpital qui se fout de la charité.

Est-il besoin de rappeler la longue tradition malgache en matière de coups d'État pour dire que le cas Andry Rajoelina n'est hélas pas sans précédents, et que tout en refusant d'être blasé, il faut dans une certaine mesure vivre avec cette réalité ? À part en 1972 où Gabriel Ramanantsoa n'était jamais allé sur la place du 13-Mai, tout le monde n'a fait qu'appliquer la même recette.

Pourquoi par ailleurs, puisque Marc Ravalomanana et Fetison Andrianirina ont cité son nom comme alternative possible, le putschiste Monja Roindefo serait-il plus respectable que le putschiste Andry Rajoelina pour se trouver à la tête de la Transition ? Où l'un trouverait-il une quelconque légitimité à se présenter aux élections que l'autre n'aurait pas ? Aurait-il été moins entouré de militaires que l'autre ? Aurait-il été moins soupçonné de fermer les yeux vis-à-vis des trafics de bois de rose ou de riz Tiko ?

Il est d'autant plus étonnant d'entendre Marc Ravalomanana clamer sans rire « *nous ne reconnaitrons jamais Rajoelina comme « président du gouvernement de transition » parce que sa reconnaissance sera un coup dur pour l'état de droit, la démocratie et l'ordre constitutionnel* » que le Président destitué est loin d'être irréfutable sur ce point. L'année 2002 n'est pas loin.

J'excuse aisément ceux qui seraient tentés de rétorquer que 2002 n'a rien à voir avec 2009 car il se serait agi cette année là de défendre le vote des électeurs contre une tentative de spoliation. Car moi aussi, j'ai cru à cette fiction. Mais quelques semaines seulement. Car à y regarder de plus près, la « victoire au premier tour » de Marc Ravalomanana s'est décidée sur des « trous perdus » où, en l'absence d'observateurs indépendants, une Haute Cour Constitutionnelle remaniée dans un sens plus favorable au TIM a retenu les procès-verbaux apportés par ce parti... Sur les bureaux de vote où le consortium d'observateurs indépendants n'avait pu publier des résultats, seulement 45 d'entre eux ont vu leurs résultats rectifiés par la HCC dans un sens plus favorable à Didier Ratsiraka ; par contre, 2439 résultats sont devenus bien plus favorables à Marc Ravalomanana. Ce ne sont pas moins de 320 000 bulletins de vote supplémentaire qui sont ainsi apparus, apportant plus de 350 000 voix supplémentaires en faveur du président sortant et le faisant dépasser la barre fatidique des 50%. On comprendra pourquoi le site web du TIM avait prudemment choisi de ne pas publier de résultats bureau de vote par bureau de vote...

Dans ce contexte, que certains vétérans de ce parti se fassent aujourd'hui les hérauts de l'Etat de droit fait presque autant rire qu'un commandant Lylison donnant des leçons de droits de l'homme à Amnesty International.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Contorsions,12863.html>